

[leparisien.fr](https://www.leparisien.fr)

Ommic, histoire d'une trahison : un patron français accusé d'avoir livré des technologies sensibles aux Russes

Par Jérémie Pham-Lê Le 26 juillet 2023 à 18h53, modifié le 26 juillet 2023 à 23h14

11-14 minutes

La société Ommic est une belle aventure industrielle made in France. Forte d'une centaine de salariés et [implantée dans le Val-de-Marne](#), cette entreprise est l'une des rares en Europe à produire des semi-conducteurs, ces puces électroniques que l'on retrouve dans tous les objets connectés du quotidien. Grâce au développement d'une technologie innovante dont le secret est jalousement gardé, les ingénieurs tricolores sont parvenus à inventer un modèle de puces surpuissantes, surperformantes et potentiellement dangereuses. Raison pour laquelle ces matériels sont l'objet d'une réglementation ultra-stricte.

Car, outre les télécoms pour les émetteurs 5G ou les agences spatiales pour les satellites, la défense nationale est friande de ces puces. Elles servent ainsi à équiper les radars militaires des chars et des avions de chasse ou encore les systèmes de guidage des missiles... L'armée française y a recours. À la question de savoir quelles seraient les conséquences si cette technologie convoitée tombait entre de mauvaises mains, un haut cadre du ministère des Armées a répondu lors de son

audition à la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) :
« Après, on ne contrôle plus rien. (...) C'est une technologie sensible, stratégique. »

Et pourtant, un impensable scénario vient d'être révélé par la justice. Depuis plusieurs années, le fleuron industriel Ommic était sous emprise étrangère, gangrené par des personnalités chinoises aux intérêts hostiles et un patron français complaisant. Prise en otage, l'entreprise française aurait été contrainte de transférer composants électroniques de pointe et procédés technologiques sensibles à la Chine et à la Russie. Des secrets industriels qui, en bout de chaîne, ont très probablement servi à équiper leurs armées respectives.

Pour mettre fin à cette fuite d'un savoir-faire français critique, en particulier dans le contexte de la [guerre en Ukraine](#), une opération judiciaire a été menée en urgence le 21 mars 2023. Ce jour-là, neuf personnes liées à Ommic — dirigeants, ex-dirigeants, cadres, ingénieurs... — ont été discrètement interpellées par les policiers de la DGSI, dans le cadre d'une enquête ouverte par le parquet national antiterroriste (PNAT) en vertu de sa compétence de lutte contre la prolifération d'armes de destruction massive.

Dans cette affaire rarissime, que nous révélons, quatre suspects — deux Français et deux Chinois — ont été mis en examen le 24 mars dernier. Parmi eux, le directeur général d'Ommic, Marc R., 74 ans, et une cadre chinoise, poursuivis pour « livraison à une puissance étrangère de procédés, documents ou fichiers de nature à porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ». Un crime de trahison et d'espionnage passible de quinze ans de prison.

L'enquête, désormais conduite par deux juges antiterroristes et

un juge du pôle financier de Paris, porte aussi sur des soupçons d'exportations illégales en contrebande, d'association de malfaiteurs, de faux et usage de faux, d'abus de biens sociaux... Face à la gravité des faits, la justice a ordonné la saisie des parts sociales majoritaires d'Ommic afin que l'État prenne le contrôle temporaire de l'entreprise. Et la libère ainsi du joug chinois. Une mesure judiciaire inédite s'agissant d'une société commerciale privée. Des dizaines de millions d'euros ont également été saisis.

Une pépite française et un intrigant homme d'affaires chinois

Les premiers soupçons envers Ommic sont apparus à la faveur d'un contrôle des douanes le 8 janvier 2021. Ce jour-là, les douaniers interceptent un chargement de 844 puces électroniques fabriquées par la société française à destination de la Chine. Après examen, ils découvrent que les produits ont été trafiqués avant leur conditionnement afin de dissimuler leur réelle puissance : des traces de pointes sont observées sur les circuits et les fiches techniques ont été remplies avec des chiffres mensongers.

La véritable performance mesurée de la marchandise est telle qu'elle doit être soumise à la réglementation sur les biens à double usage (BDU), civils et militaires. Un texte contraignant qui exige déclarations et autorisations d'exportation préalables pour commercialiser ces produits sensibles. Ceci, afin qu'ils ne soient pas détournés aux fins de développement d'armement lourd au profit de pays hostiles à la France. De nombreuses autres exportations litigieuses sont soupçonnées. Le 20 novembre 2022, le PNAT charge les policiers de la DGSI et de l'Office central pour la répression de la grande délinquance

financière (OCRGDF) de lever le voile sur les pratiques occultes d'Ommic.

L'enquête révèle qu'un intrigant homme d'affaires chinois a pris le contrôle du fleuron industriel. Lié à l'industrie de la défense dans son pays, domicilié à Pékin, Ruodan Z., 63 ans, est devenu le président d'Ommic en janvier 2018 après avoir racheté 94 % des parts via un fonds d'investissement créé en France. Le reste des actions est détenu par un fils de feu l'industriel Serge Dassault. Dans le cadre de ses missions de contre-ingérence économique et de protection du patrimoine français, la DGSI surveillait déjà cet industriel étranger qui prend des parts stratégiques dans des pépites françaises sensibles : outre Ommic, Ruodan Z. a investi dans une entreprise lilloise spécialisée dans les nanotechnologies, utilisées notamment par l'armée française pour la lutte anti-drones.

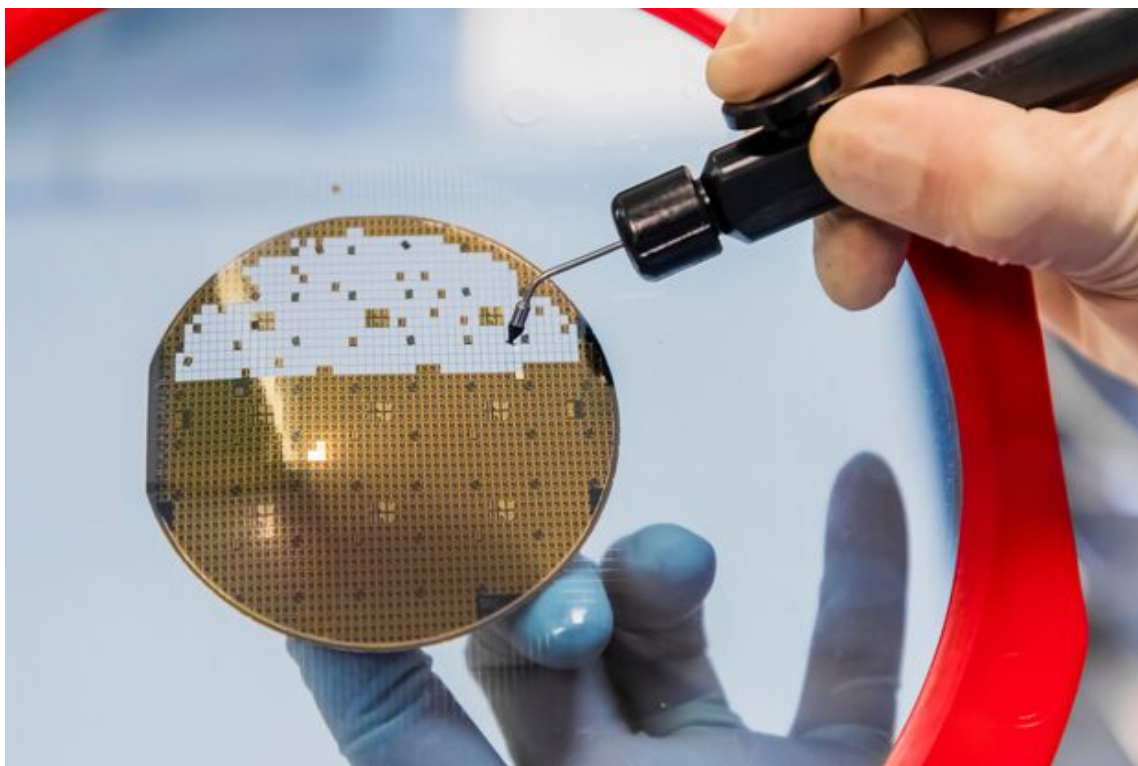
Chez Ommic, Ruodan Z. prend soin de ne jamais apparaître. La direction générale de l'entreprise est assurée par Marc R., ex-ingénieur français ayant gravi tous les échelons depuis 40 ans. Mais l'homme d'affaires a pris soin de placer des employés chinois de confiance à des postes clés : son neveu et une femme installée en France depuis 20 ans et surnommée, en interne, « la vice-présidente ». Ou, de façon plus ironique, « les yeux et les oreilles de Ruodan ».

« On a transmis des informations qu'on n'aurait pas dû transmettre »

Les agents de la DGSI soupçonnent Ruodan Z. de vouloir capter du savoir-faire français sous couvert de soutien financier à l'industrie. Il chercherait à transférer en Chine des technologies que Pékin ne maîtrise pas. À commencer par la

nouvelle technologie GaN, qu'Ommic est la seule à maîtriser en Europe. Fondé sur le nitrure de gallium, ce procédé a révolutionné le monde de l'électronique en apportant des gains de puissance phénoménaux et jamais atteints dans la fabrication des semi-conducteurs.

Selon le ministère des Armées, la technologie GaN revêt un enjeu stratégique de défense et de souveraineté nationale. Tout le matériel militaire repose sur ce procédé depuis cinq ans. On le retrouve en particulier dans les systèmes de guerre électronique, à l'œuvre sur le front ukrainien avec les brouilleurs de missiles et autres captations de télécommunications. D'après les renseignements recueillis par la DGSI, Ruodan Z. chercherait aussi à transférer du personnel humain en Chine pour travailler pour ses sociétés sur place, en particulier des ingénieurs français. Il tenterait enfin de « dupliquer » Ommic en créant une société miroir dans la ville chinoise de Chengdu...



D'après l'enquête, des puces et procédés d'Ommic ont fini entre les mains d'une société d'État russe qui produit des composants militaires pour l'armée (Illustration). IP3/Vincent Isore

Mais il y a plus inquiétant encore. Marc R., le dirigeant français d'Ommic, aurait mis en place de nombreux stratagèmes de contournement pour livrer sciemment des puces puissantes et informations sur des technologies sensibles, dont celle sur le GaN, à la Chine et la Russie. À l'aide de fausses factures et déclarations techniques frauduleuses, des produits ont été exportés vers des sociétés publiques d'armement chinoises. Avec, pour clients finaux potentiels, l'armée populaire de libération (APL) de Pékin...

Sur instructions de Ruodan Z., un montage complexe a également été mis en place pour transférer du matériel prohibé vers Moscou et contourner l'embargo commercial qui vise le pays depuis l'invasion de la Crimée en passant par la Chine. Nom de code : « projet Sichuan-Nord », la Russie étant, pour les Chinois, au Nord. Des circuits d'approvisionnements russes ont également été créés via des passages par la Lituanie, l'Inde ou la Turquie.

À l'arrivée, les puces et procédés ont fini entre les mains d'une société d'État russe qui produit des composants militaires pour l'armée. « On a transmis des informations qu'on n'aurait pas dû transmettre », semble s'inquiéter Marc R. sur une écoute judiciaire, tout en s'interrogeant sur l'idée de détruire des données concernant ces ventes sino-russes douteuses des logiciels internes d'Ommic.

Des puces livrées à des clients russes lors d'un voyage en Grèce

Selon l'enquête, le dirigeant français aurait même livré en personne des puces électroniques à des clients russes, de la main à la main lors d'un voyage en Grèce ou par colis posté

depuis sa commune de résidence avec un faux nom... Pour l'heure, les enquêteurs ont recensé 11,8 millions d'euros d'exportations et livraisons de technologies litigieuses. Ces agissements occultes auraient perduré jusqu'au coup de filet de la DGSI en mars dernier. À ce moment-là, Ommic envisage d'exploiter un nouveau point de passage vers la Russie en utilisant comme intermédiaire une société fantoche créée par Ruodan Z. en Belgique.

Lors de sa garde à vue à la DGSI, Marc R. a reconnu une partie des faits, tout en minimisant son implication. Décrivant Ommic comme son « bébé », le patron français affirme que les exportations russes, certes illégales, étaient « vitales » à la survie économique de l'entreprise. Les comptes de la boîte seraient en effet plombés par les pratiques commerciales du président Z. favorisant la Chine sur la vente à prix bradé de semi-conducteurs légaux. Le dirigeant conteste tout enrichissement personnel, même s'il reconnaît que les Russes lui ont proposé « femmes et argent liquide ».

« Ne vous êtes-vous jamais demandé si des semi-conducteurs Ommic exportés vers la Russie ne se sont pas retrouvés dans des missiles de l'armée russe ayant pu frapper des villes ukrainiennes ? », lui a sermonné un enquêteur en audition. « Nos produits servent aux antennes à pointage électronique. C'est utilisé dans les avions en général ou sur les bateaux. C'est ce que (*l'entreprise russe*) me disait », a juré Marc R. en retour. Placé en détention provisoire à la prison de la Santé après sa mise en examen, le septuagénaire a depuis été remis en liberté par la chambre de l'instruction. Contacté, son avocat n'a pas souhaité s'exprimer.

L'entreprise cédée... à un industriel américain

Parmi les autres mis en examen, figure « la vice-présidente » chinoise présumée d'Ommic. Accusée d'avoir participé à ces transferts occultes et d'avoir tenté de copier l'ensemble des données de la société Ommic, elle conteste les infractions reprochées et rejette la responsabilité des exportations sur Marc R., le seul cadre ayant un pouvoir décisionnaire selon elle. La suspecte a été placée sous contrôle judiciaire, contre l'avis du PNAT qui réclamait son incarcération. Sollicité, son avocat indique que sa cliente réserve ses explications aux juges d'instruction.



L'entreprise Ommic, rachetée par un industriel américain, s'appelle désormais Macom. LP/Jean-Baptiste Quentin

Installé en Chine, Ruodan Z. n'a, quant à lui, jamais remis les pieds en France. Il est depuis recherché. Grâce à la saisie des actions majoritaires d'Ommic du président chinois, la justice a confié un mandat de gestion à l'État via son agence de recouvrement des avoirs saisis et confisqués (Agrasc), le temps que la pépite française soit cédée... à un industriel américain. Signe que les semi-conducteurs restent un enjeu de domination

technologique entre les États-Unis et la Chine. La vente est effective depuis le mois de juin, et Ommic est devenu Macom.